

L'Adresse—M. Boyer

Quant au discours du trône, monsieur le Président, il nous indique clairement la voie à suivre et les défis à relever. Il nous rappelle que nous entrons dans une ère nouvelle de réconciliation nationale, de renouveau économique et de justice sociale. Voilà les trois principes dont s'inspirera le nouveau gouvernement progressiste conservateur au cours des semaines, des mois et des années à venir. Comme plusieurs députés de l'opposition l'ont signalé, le discours du trône n'est pas une énumération de projets précis. Que ceux qui se sont plaints et inquiétés du fait que tel ou tel détail a été omis se rassurent. Le gouvernement cherche—et les Canadiens veulent—un leitmotiv, une philosophie, une approche cohérente et un plan d'action, pas seulement une série de programmes. Monsieur le Président, la priorité fondamentale du nouveau gouvernement a été de bien préciser que notre objectif, c'est la réconciliation nationale, le renouveau économique et la justice sociale.

L'exposé économique du ministre des Finances (M. Wilson) nous a rappelé que nous avons de pénibles décisions à prendre. La réduction du déficit était le thème principal de ma campagne et je félicite le ministre des Finances d'avoir pris position dans son exposé économique. La création d'emplois est une autre de mes préoccupations et la déclaration du ministre m'a rassuré à ce sujet. En toute déférence, monsieur le Président, je dois dire que j'ai entendu beaucoup de sottises au cours du débat. Est-il un seul Canadien, y compris n'importe quel député de l'un ou l'autre parti de l'opposition, qui croit sincèrement et honnêtement que notre gouvernement ne veut pas créer plus d'emplois? Le gouvernement veut créer des emplois, bien sûr. La création d'emplois est l'objectif de tous les députés. La question est de savoir comment s'y prendre. D'après nous, la relance économique créera ces emplois, et c'est là un des principes dont s'inspirent les mesures dont la Chambre sera saisie au cours des prochains mois.

Avant de passer à un autre sujet, je répète que, à cause de l'ampleur du déficit, le ministre des Finances a été forcé de prendre des mesures radicales, tout en faisant preuve de beaucoup de compassion: les pauvres, les personnes âgées et les chômeurs ne feront pas les frais des compressions budgétaires. En fait, ces groupes sont avantagés par le programme du ministre des Finances. Désormais, tous les veufs et veuves âgés de 60 à 65 ans pourront toucher l'allocation au conjoint. C'était là l'un des thèmes de ma campagne électorale dans Etobicoke-Lakeshore. En outre, les pensions des anciens combattants seront augmentées. La somme de un milliard de dollars sera consacrée à la création de nouveaux emplois en 1985-1986, emplois non pas temporaires mais bien permanents.

• (1115)

J'ai assisté aux délibérations de la Chambre pratiquement tous les jours et j'ai écouté attentivement ce qu'avaient à dire les députés de l'opposition et même les collègues de mon parti. J'ai été stupéfait de voir à quel point les libéraux et les néo-démocrates étaient préoccupés de savoir quelle était la plus haute priorité du gouvernement. Est-ce la réduction du déficit, la création d'emplois ou l'amélioration de la condition de la femme? De tels discours m'incitent à croire que, aux yeux de ces députés, le gouvernement ne peut accorder la priorité qu'à une seule question à la fois. En fait, le cabinet compte 40

ministres d'une compétence peu commune. Nous sommes ainsi en mesure de nous occuper à la fois de questions de paix, d'emploi, de parité financière pour les femmes, de réforme fiscale, de réforme parlementaire, de création d'emplois et de réduction du déficit. Le gouvernement n'est pas tenu d'avoir un seul centre d'intérêt, et ce n'est effectivement pas le cas. Nous prévoyons d'intervenir sur bien des fronts en même temps.

L'universalité des programmes sociaux est bel et bien un dépôt sacré. Il en a été quelque peu question depuis le début du débat. Notre parti n'a pas changé d'avis depuis que le très honorable John Diefenbaker nous a indiqué la voie à suivre lorsqu'il a déclaré que l'évaluation des moyens d'existence était une mesure des plus cruelles. On ne procédera donc plus à cet examen. Les pensions versées aux personnes âgées n'ont pas été touchées et ne le seront pas non plus.

On donne aussi dans le discours du trône de plus amples détails sur un certain nombre des thèmes sur lesquels j'ai axé ma campagne électorale au cours de l'été 1984. Je voudrais rappeler certaines de ces idées. Voici ce que j'ai déclaré dans les documents qui ont été diffusés dans Etobicoke-Lakeshore:

Le Canada a beau être le meilleur pays du monde, bien des choses laissent à désirer. Il y a, par exemple, de l'inéquité et de l'injustice. Ainsi, les riches et les puissants bénéficient d'avantages fiscaux spéciaux. Il y a les laissés-pour-compte et les déshérités. Le parti libéral a exploité la question linguistique à des fins partisans. De bons Canadiens font de leur mieux pour se perfectionner et servir leur pays, mais ils se butent à des difficultés et à des obstacles que la mentalité bureaucratique de la capitale fédérale leur a imposés. L'unité nationale fait gravement défaut. On met trop d'accent sur les questions matérialistes au détriment de l'aspect spirituel de notre existence et des grandes valeurs qui nous unissent dans la liberté en tant que gardiens de nos frères.

Nous devons réorienter l'esprit de patriotisme dans le pays. Nous devons soutenir la famille...

Nos institutions religieuses.

... et revaloriser la dignité humaine.

Nous devons jouer un rôle positif dans le développement mondial et rechercher la paix dans la force.

Le nouveau gouvernement est à l'écoute des Canadiens. Ceux pour qui le nouveau gouvernement du premier ministre (M. Mulroney) reflète la politique de Reagan ou encore constitue la version canadienne de l'approche Thatcher au Royaume-Uni se méprennent sur l'expérience et les grandes traditions du parti progressiste conservateur.

Je compte maintenant expliquer davantage la théorie et les principes de notre parti. Je me contenterai aujourd'hui de rappeler un discours que j'ai prononcé il y a une quinzaine d'années à Sault-Sainte-Marie, et qui avait paru en page 7 du *Globe and Mail*. J'ai dit à l'époque que notre idéologie se fondait sur la tension permanente entre ses deux traditions fondamentales. Nous avons d'une part la tradition de l'ordre et de l'autorité. Cette tradition recouvre la paix, l'ordre et le bon gouvernement. Et l'autre fondement, également important dans le cadre de notre idéologie, réside dans la tradition du libéralisme. Cette dernière recouvre la liberté et encourage la liberté individuelle en particulier. Il est clair que la superstructure idéologique édiflée sur des traditions de stabilité et de liberté est toujours, par définition, en conflit interne. Il y a toujours une tension créatrice à l'œuvre entre les deux.